

# Communiqué de Presse

Communiqué de la Confédération européenne des syndicats (CES)

## **Ce n'est pas la dette publique mais la cupidité et la spéculation qui freinent la relance économique**

Le 23 mars 2010

***Le 23 mars, la Confédération européenne des syndicats (CES) a rencontré le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Lors de cette réunion, se tenant la veille du Sommet de printemps, la CES a particulièrement insisté sur la nécessité de mettre l'emploi au cœur des priorités, d'avoir un secteur public solide, de maintenir les dépenses sociales, et de combattre contre la spéculation financière. La CES a mis en garde contre les allégations selon lesquelles le secteur public est un frein à l'économie.***

Ceux qui accusent aujourd'hui les dépenses publiques et les dépenses sociales de freiner l'économie confondent les causes et les conséquences. L'augmentation de la dette du secteur public n'est pas à l'origine de la crise. C'est la dette élevée du secteur privé qui a provoqué la crise, de même l'épargne excessive des ménages et des entreprises fragilise la reprise.

Dans l'économie actuelle, la dette publique favorise les investissements privés au lieu de les décourager: la dette publique soutient la demande de produits et de services, aidant ainsi les investissements des entreprises. En l'absence de dynamique de la demande permise par le secteur public et les prestations sociales, les investissements des entreprises et l'économie elle-même auraient plongé dans une spirale de dépression et de déflation, à l'égal de celle de la grande dépression.

Il faut chercher ailleurs les vrais problèmes de l'accès des entreprises au financement: en dépit d'une aide publique de 3 trillions, en dépit de profits élevés et d'une culture persistante de primes scandaleusement élevées, les banques rechignent toujours à accorder des crédits suffisants favorisant les investissements. Entre-temps, les fonds spéculatifs spéculent contre l'euro et contre certains États membres de l'UE, provoquant ainsi une augmentation des taux d'intérêt des emprunts souverains tout en tirant en même temps profit des bénéfices spéculatifs.

La CES incite donc vivement les responsables politiques à combattre la spéculation financière sur les emprunts souverains de la zone euro en émettant une euro-



Onafhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg

Mil Lorang

Département Communication et Relations publiques

146, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg  
Tél.: (+352) 496005-262 Fax: (+352) 496005-290 [www.ogbl.lu](http://www.ogbl.lu)  
email : [mil.lorang@ogbl.lu](mailto:mil.lorang@ogbl.lu)

# Communiqué de Presse

(suite)

obligation commune. De même, de nouvelles sources de financement européen doivent être créées afin de pouvoir mobiliser directement l'épargne excessive du secteur privé au profit des investissements (une taxe européenne sur les transactions financières, une action au plan européen contre les primes excessives, une taxe basée sur les bilans des banques).

Selon John Monks, secrétaire général de la CES: « *La privatisation des services publics et la dérégulation des marchés de l'emploi et des marchés financiers nous ont plongés dans la crise: appliquer les mêmes politiques néolibérales que par le passé serait courir tout droit vers un nouveau désastre économique* ». Et d'ajouter: « *Je regrette profondément que certains acteurs politiques aient la mémoire extrêmement courte: en l'absence d'un secteur public et de prestations sociales, l'économie serait tombée, en 2009, dans la spirale d'une dépression majeure*».